Stephen Kinzer : comment l'Amérique a apporté la guerre en Ukraine

Stephen Kinzer est un correspondant à l'étranger primé qui a couvert l'actualité de plus de 50 pays sur cinq continents. Kinzer a travaillé pendant plus de 20 ans pour le New York Times, principalement comme correspondant à l'étranger. Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Offrez-moi un café : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Achetez des produits dérivés Diesen : https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok Livres du professeur Glenn Diesen : https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL 00:00 Stephen Kinzer présente *Boiling Point* 02:14 Pourquoi le qualificatif « non provoquée » a incité Kinzer à mener ses recherches 08:02 Les origines de l'implication secrète des États-Unis, dès 1947 13:33 Comment la pensée antirusse a façonné la politique américaine 22:05 Après la guerre froide, l'occasion de bâtir un ordre de sécurité commun 23:47 Élargissement de l'OTAN, enjeux électoraux et intérêts de la défense 32:15 Maïdan et le tournant de la politique américaine envers l'Ukraine 39:57 Choix d'alliance, dilemmes de sécurité et comparaison avec le Mexique 45:05 L'objectif de Kinzer : présenter l'histoire aux lecteurs 46:00 « Comment le poison s'est-il retrouvé dans le vin ? »

#Glenn

Bonjour à toutes et à tous, et bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous recevons Stephen Kinzer, journaliste, auteur et commentateur en politique étrangère, qui a travaillé pendant plus de vingt ans pour le New York Times, notamment comme correspondant à l'étranger. Merci donc d'être avec nous. Vous êtes déjà venu une fois dans cette émission, mais vous venez, bien sûr, de publier un nouveau livre.

#Stephen Kinzer

Oui, pouvoir être dans votre émission au moment même où je sors un livre un peu provocateur, c'est une coïncidence trop belle pour y résister.

#Glenn

Oui, « provocateur » semble être le mot-clé ici, puisque votre nouveau livre s'intitule Boiling Point: How America Brought War to Ukraine. Et j'imagine qu'avec un tel titre, vous risquez de vous faire beaucoup d'ennemis, parce que je dirais que le contrôle du récit dans cette guerre, c'est quelque chose que, personnellement, je n'avais jamais vu auparavant. C'est vraiment intense. Soit vous

répétez les vérités officielles, soit on vous accuse de comploter avec l'ennemi contre nous. Ce n'est donc pas une période facile. Mais bien sûr, dire que les États-Unis ont contribué à amener cette guerre en Ukraine ne devrait pas faire polémique. Je ne vais pas exposer à votre place les arguments de votre livre, mais aujourd'hui, je voulais vraiment en discuter avec vous. Et je me suis dit qu'un bon point de départ serait de vous demander comment vous voyez, au juste, l'implication des États-Unis dans cette guerre. Parce que je pense qu'il est très important de le reconnaître : ce n' est pas simplement une guerre russo-ukrainienne. Il n'y a pas que les États-Unis, il y a aussi les Européens. Nous sommes tous impliqués dans cette guerre.

#Stephen Kinzer

L'une des raisons qui m'ont poussé à écrire ce livre tient en un seul mot. Un mot que j'ai tout simplement trop entendu : « non provoquée ». D'ailleurs, j'ai récemment fait une recherche pour savoir combien de fois l'expression « invasion non provoquée » était apparue dans le New York Times au cours des deux mois qui ont suivi l'invasion russe de deux mille vingt-deux. Elle est apparue trois cent vingt-sept fois. Ça fait environ trois fois par jour. Alors, certaines de ces occurrences figuraient peut-être dans des éditoriaux ou des tribunes d'opinion, mais un grand nombre se trouvaient dans des articles d'information. C'était présenté comme un fait, au même titre que « l'invasion de février » ou « l'invasion militaire ». On disait « l'invasion non provoquée ». C'était tout simplement intégré à l'expression. J'avais vraiment trop entendu ce mot, et j'ai décidé de mener l'enquête pour comprendre en détail comment cette guerre avait été provoquée.

Il y avait déjà eu des travaux sur ce sujet, notamment un excellent livre que vous avez écrit. Mais ce que j'essaie de montrer dans ce livre, c'est que si l'on regarde les événements du jour de l'invasion, le vingt-quatre février deux mille vingt-deux, on peut en tirer un récit très simple : la Russie a envahi un autre pays. L'un était la victime, l'autre l'agresseur. Mais cette image, il vaut mieux la voir comme la scène culminante d'un très long film. Et il faut voir le film en entier pour comprendre pourquoi les événements de ce jour-là se sont produits. Comme je l'ai découvert en faisant des recherches pour mon livre, Boiling Point, il s'agit donc d'un projet que les États-Unis poursuivent depuis soixante-quinze ans. Dès les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont cherché à faire de l'Ukraine un bélier à utiliser contre la Russie. Cette guerre, aujourd'hui, n'a en réalité que très peu à voir avec l'Ukraine.

Et je pense que les décennies d'intervention américaine qui ont contribué à provoquer cette guerre n' avaient, elles non plus, pas grand-chose à voir avec l'Ukraine. D'une certaine manière, cette guerre me ramène à la première guerre dont j'ai été témoin, quand j'étais jeune correspondant à l'étranger, au Nicaragua, pendant la guerre des Contras. À l'époque, nous avions tous compris une chose : cette guerre n'avait rien à voir avec le Nicaragua. Des dizaines de milliers de jeunes Nicaraguayens se faisaient tuer, mais le Nicaragua n'était pas l'enjeu. Ce pays avait simplement la malchance d'être le théâtre où s'affrontaient de grandes puissances. Et je pense que cela m'a peut-être aussi poussé, sans que j'en aie conscience, à vouloir écrire ce livre. Pour avoir vu la guerre en tant que correspondant de guerre, je sais ce que c'est. C'est la pire chose au monde.

Et quand j'entends parler de la guerre comme d'une simple option politique parmi d'autres, ça me trouble profondément, parce que j'ai vu de mes propres yeux ce que signifie la guerre. Aujourd'hui, des dizaines de milliers d'enfants ukrainiens ont été tués, et d'immenses régions de ce pays ont été dévastées. Tout ça parce que l'Amérique voulait marquer des points sur le plan politique. On peut remonter jusqu'à mille neuf cent quarante-sept, ou aller jusqu'à la veille de l'invasion. Il y a toujours eu des moments où les États-Unis auraient pu arrêter cet engrenage. Même au dernier moment, si Joe Biden avait seulement prononcé ces cinq mots — « L'Ukraine n'adhérera pas à l'OTAN » —, toute cette guerre aurait peut-être pu être évitée. Et le plus fou, comme je m'en rends compte aujourd'hui, c'est que ces gens de l'administration Biden savaient, au fond d'eux-mêmes, que l' Ukraine n'adhérerait jamais à l'OTAN. Et ils le disaient à leurs interlocuteurs en confidence.

Mais ils ne le diraient pas publiquement, parce que cela passerait pour un compromis ou une concession à la Russie. Et c'est pour cette raison que nous sommes impliqués dans cet horrible conflit. Mon livre cherche donc à retracer toutes les phases de l'intervention américaine en Ukraine, depuis le parachutage de commandos armés en Ukraine en mille neuf cent quarante-sept pour tenter de lancer une guérilla contre les Soviétiques, jusqu'à cette campagne postmoderne faisant intervenir des ONG, la National Endowment for Democracy, Soros et toutes ces autres organisations qui ont mis sur pied une forme entièrement nouvelle d'intervention américaine, totalement différente de ce que nous avons fait contre Arbenz, Mossadegh, Lumumba et tous ces gens au vingtième siècle. L'Ukraine devient ainsi un modèle de cette forme postmoderne d'intervention, et cela s'inscrit dans cette longue histoire de soixante-quinze ans.

#Glenn

Vous avez dit que la guerre était devenue une option politique parmi d'autres. Ce qui m'inquiète, c' est qu'elle semble être la seule option politique. Et là encore, c'est la conséquence de ce slogan récurrent que vous avez évoqué : cette guerre n'aurait pas été provoquée. Parce que dès qu'ils ont dit « non provoquée », tout le monde s'est rassemblé autour de cette idée, et un consensus s'est formé. Pour moi, c'était un désastre, parce que si elle n'a pas été provoquée, il n'y a plus de place pour la diplomatie. Au contraire, la diplomatie ne ferait qu'enhardir l'ennemi, ce nouvel Hitler qui s' est réveillé un beau jour avec l'envie de conquérir des territoires. Et c'est comme ça, je pense, qu'on en est venus à considérer le boycott de la diplomatie comme une vertu, et les armes comme le chemin vers la paix.

Mais j'ai trouvé intéressant ce que vous avez dit, qu'on peut remonter aux années mille neuf cent quarante. Et effectivement, une composante importante de cette guerre, quand on écoute les slogans sur Bandera, l'OUN, les nationalistes ukrainiens… Je veux dire, juste après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis entretenaient des liens très étroits avec les Ukrainiens qui avaient combattu aux côtés d'Hitler, parce qu'on les considérait comme farouchement antirusses et

anticommunistes, et qu'en gros, ils allaient combattre les Soviétiques après que ceux-ci avaient aidé à vaincre les Allemands. Oui. Mais comment retracez-vous cette histoire, des années mille neuf cent quarante jusqu'à l'après-guerre froide ?

#Stephen Kinzer

Eh bien, d'abord, permettez-moi de réagir à ce que vous avez dit au début. Je pense que vous avez raison : si l'on croit vraiment que cette guerre n'a absolument pas été provoquée, qu'elle est simplement le fait d'un fou furieux qui n'avait aucune raison liée à la sécurité ni aucune préoccupation légitime, alors la diplomatie n'a peut-être aucun sens. Si c'est le cas, j'aimerais espérer que, si l'on peut convaincre les gens que cette guerre a été provoquée, cela ouvre peut-être une voie à la diplomatie. Parce que la seule alternative à négocier avec la Russie, c'est de ne pas négocier avec la Russie. Ce sont les deux seules possibilités. Et si c'est la conviction que cette guerre n'a pas été provoquée qui nous empêche de négocier, alors ma contribution est peut-être encore plus importante que je ne le pensais, si je parviens à faire comprendre aux gens à quel point elle a été provoquée. Je vais donc reprendre depuis le début, comme vous l'avez suggéré.

Le projet américain en Ukraine a commencé au moment même où la CIA entrait en activité, en mille neuf cent quarante-sept. Le premier chef des opérations clandestines de la CIA, Frank Wisner, en a conclu, probablement à juste titre, que si l'on voulait créer des problèmes à l'Union soviétique sur son propre territoire, l'Ukraine était le meilleur endroit pour le faire. Alors, à partir de mille neuf cent quarante-sept, nous avons parachuté des commandos armés en Ukraine, et ce pendant plusieurs années. Ils ont presque tous été immédiatement arrêtés et exécutés. Mais nous pensions que ce serait le moyen de déclencher une guerre contre la Russie. Le grand défi pour les États-Unis, lorsqu' ils ont essayé de constituer un réseau d'Ukrainiens antisoviétiques ou opposés à Moscou, c'était que nous n'en connaissions aucun. Pendant la guerre, bien sûr, nous avions été les alliés de l'Union soviétique, donc nous ne l'espionnions pas. Nous ne connaissions ni partisans antisoviétiques ni organisateurs de réseaux clandestins.

Ils étaient dans le camp d'en face. Alors, nous avons conclu un accord merveilleusement cohérent avec le général Reinhard Gehlen. C'était le général nazi qui dirigeait tout l'appareil de renseignement d'Hitler pour l'Europe de l'Est et l'Union soviétique. Il s'est présenté dans une base américaine quelques jours après la fin de la guerre et s'est rendu. L'accord était très simple : au lieu de pendre Gehlen, les Américains acceptaient de l'embaucher et de le payer grassement. En échange, Gehlen leur fournirait tous ses dossiers microfilmés sur chaque militant antirusse et antisoviétique dans toute l'Ukraine, ainsi que dans le reste de l'Europe de l'Est. Les gens que Gehlen nous a livrés sont devenus le socle du projet américain en Ukraine. Et jusqu'à ce moment-là, ils avaient été le socle du projet nazi en Ukraine. C'étaient les mêmes personnes.

Et en fait, certains de ces Ukrainiens qui ont fini par jouer un rôle essentiel dans le projet de la CIA avaient participé à d'horribles massacres. Ils auraient été interdits d'entrée aux États-Unis si le directeur de la CIA, Allen Dulles, n'avait pas pris des dispositions spéciales pour les y faire entrer. Il

ne fait donc aucun doute que le projet américain en Ukraine repose sur les fondations du projet nazi. Et cela lui a donné une certaine coloration qu'il n'a jamais perdue. Ces héritiers de la tradition nazie en Ukraine sont aujourd'hui très puissants. Ils mobilisent la plupart des milices qui combattent, mais ils constituent aussi des forces politiques importantes et, dans certains cas, sont des alliés des États-Unis. Il y a donc, dans certains cas, une continuité entre la manière dont nous avons trouvé nos premiers Ukrainiens antirusses et ce que sont ces Ukrainiens antirusses aujourd'hui.

#Glenn

Eh bien, j'ai trouvé cette citation fascinante de Truman, que j'ai déjà citée, où il explique que, pendant la Seconde Guerre mondiale, si l'Allemagne nazie prend le dessus, alors nous devons aider les Soviétiques. Si les Soviétiques prennent le dessus, alors nous devons aider l'Allemagne nazie. Et de cette façon, nous les laisserons s'entretuer en aussi grand nombre que possible. Et je pense que c' est important, parce que cela révèle la logique pragmatique de l'équilibre des puissances. Autrement dit, aucune valeur ne sous-tend cette logique. Et de fait, quelle serait la logique une fois les Allemands vaincus, quand il faut affaiblir son ancien allié ?

Ce que je trouve fascinant, c'est que même les Britanniques avaient ce plan, l'opération Unthinkable : juste après la guerre, en mai mille neuf cent quarante-cinq, si je ne me trompe pas, ils prévoyaient de s'allier à d'anciens nazis pour carrément envahir l'Union soviétique. Je crois que ce sont les États-Unis qui s'y sont opposés. Mais ça illustrait un peu cette logique, et ça montrait aussi pourquoi il leur paraissait intéressant de s'allier aux éléments nazis qui subsistaient en Ukraine. Mais selon vous, quelle influence cet héritage a-t-il sur la réalité d'aujourd'hui ? Parce que beaucoup de ces mêmes organisations existent toujours, bien sûr.

#Stephen Kinzer

Eh bien, vous avez cité une très belle formule de Truman, mais elle m'en rappelle une autre de lui que j'aime beaucoup, et je crois que c'est peut-être ce que j'essaie de mettre en pratique avec ce livre, Boiling Point. Il a dit un jour : « La seule chose nouvelle dans ce monde, c'est l'histoire que vous ne connaissiez pas. » Et j'espère que mon livre entre dans cette catégorie, celle de l'histoire que vous ne connaissiez pas, parce que j'essaie de contredire un récit qui, comme vous l'avez dit, a eu une influence considérable. Alors, l'un des aspects de ce projet que j'ai trouvés les plus fascinants, et auquel je consacre une partie de Boiling Point, c'est de comprendre comment les États-Unis ont adopté une politique aussi résolument antirusse. Pourquoi sommes-nous devenus si farouchement antirusses ? Eh bien, bien sûr, des livres entiers ont été consacrés à cette question, et je les ai maintenant lus.

Certains font remonter le sentiment antirusse jusqu'au schisme entre Rome et Constantinople, mais d'autres le situent surtout au début du dix-neuvième siècle. La Grande-Bretagne était engagée dans de nombreuses aventures impériales en Asie du Sud, en Asie centrale et dans le Caucase. Les Britanniques possédaient l'Inde et combattaient sans cesse la Russie. Ils craignaient que la Russie ne

vienne s'emparer de ce qu'ils voulaient eux-mêmes conquérir. Il était donc important pour eux d' ancrer dans l'esprit des Britanniques l'idée que la Russie était maléfique. Sinon, ils ne pouvaient pas justifier toutes ces guerres impériales. C'était tout l'enjeu de la guerre de Crimée, par exemple. Ce sentiment antirusse s'est donc naturellement intensifié à l'époque de l'Union soviétique.

Et on aurait pu imaginer que, puisque l'Union soviétique avait cessé d'exister et qu'un nouveau pays avait émergé, un tiers plus petit et très différent sur le plan politique, la politique occidentale à l' égard de la Russie changerait elle aussi. Mais ça n'a pas été le cas. Dans l'imaginaire occidental, il y a quelque chose qui fait que la Russie répond très facilement à notre besoin d'avoir un ennemi comme une sorte de principe structurant. Alors, j'examine cette question de la politique étrangère américaine. Pourquoi avons-nous pris ce train-là ? Et je découvre que, dans une mesure assez frappante, c'est parce que, pendant des générations, notre politique étrangère a été essentiellement élaborée par de hauts responsables dont les familles étaient originaires d'Union soviétique, d'Europe de l'Est ou de l'Empire russe.

C'était un phénomène unique. On n'avait jamais vu un groupe d'émigrés, ou leurs enfants et petits-enfants, s'infiltrer dans l'appareil de la politique étrangère américaine, puis jouer un rôle prépondérant dans la définition de cette politique à l'égard du pays qu'on leur avait appris à haïr. Ce sont des gens qui ont tété la passion antirusse avec le lait de leur mère, et c'est tout à fait compréhensible au regard de l'histoire. Mais ce qui est moins excusable, c'est qu'ils aient fini par prendre le contrôle de la politique étrangère américaine. Le premier d'entre eux, bien sûr, c'était Zbigniew Brzezinski, né en Pologne dans une famille ukrainienne. Tous les experts en politique étrangère sont allés voir Jimmy Carter pour lui demander de ne pas nommer Brzezinski. Ils voyaient ce qui se passait.

L'un de mes préférés, c'était Clark Clifford, qui avait conseillé tous les présidents démocrates depuis Truman. Et Carter lui a dit : « Si je ne nomme pas Brzezinski conseiller à la sécurité nationale, quel poste est-ce que je pourrais lui donner ? » Et Clifford lui a répondu : « Faites de lui le premier ambassadeur américain auprès du triangle des Bermudes. » Alors, Brzezinski est entré en fonction. C' est lui qui a poussé Jimmy Carter à intervenir contre les Russes en Afghanistan. C'est lui qui a plaidé pour le boycott des Jeux olympiques de Moscou en mille neuf cent quatre-vingts. Il a donné une orientation très différente à la politique de détente de l'époque Nixon-Ford. Plus tard, il a recruté l'un de ses étudiants de Columbia pour travailler à ses côtés au Conseil de sécurité nationale.

C'était Madeleine Albright. Elle était née à Prague. Elle avait grandi avec cette même haine de ce que la Russie avait fait et de ce qu'elle avait été. C'est elle, bien sûr, qui a supervisé l'intervention en Bosnie et les bombardements de la Serbie, qui ont conduit à l'éclatement du pays. Mais quand on passe la liste en revue, c'est vraiment frappant. Prenez Victoria Nuland, la secrétaire d'État adjointe qui a joué un rôle si important dans l'élaboration de la politique américaine, et qui s'est ensuite fait remarquer sur le Maïdan, en deux mille quatorze, en distribuant des biscuits et en encourageant les manifestants à se rebeller contre leur gouvernement élu. Elle est issue d'une famille originaire de ce qui est aujourd'hui la Moldavie.

Alexander Vindman, qui est devenu une petite célébrité après avoir témoigné au sujet de l'appel de Trump au président Zelensky, est né en République socialiste soviétique d'Ukraine. George Soros, qui a dépensé des centaines de millions de dollars pour promouvoir des projets occidentaux en Ukraine, est né, bien sûr, en Hongrie. Tony Blinken, le secrétaire d'État sous Biden, a lui aussi des origines familiales en Europe de l'Est. Et c'est comme ça tout au long de la liste. Les principaux bailleurs de fonds de la National Endowment for Democracy et des Open Society Foundations étaient des personnes originaires d'Europe de l'Est. Tous ces gens avaient donc grandi en cherchant désespérément des moyens de faire du mal à la Russie. Et l'Ukraine exerce un attrait magnétique sur quiconque veut affaiblir la Russie, la déstabiliser, la miner ou la détruire.

C'est pour ça que l'Ukraine est devenue une priorité aussi centrale de la politique américaine. Et on aimerait croire que les responsables dont j'ai parlé ne faisaient qu'appliquer les politiques définies par les dirigeants politiques. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Ce sont eux qui ont fixé la politique, et aucun groupe ne s'est opposé à eux. Ils sont devenus particulièrement puissants au sein du Parti démocrate, parce qu'à l'époque, les républicains ne s'y intéressaient pas. Le Parti républicain était dirigé par des hommes d'affaires conservateurs qui n'avaient aucun intérêt pour les campagnes idéologiques. Ils sont donc devenus démocrates et ont transformé non seulement l'appareil de politique étrangère des États-Unis, mais aussi le Parti démocrate, en un centre mondial d'action et de ferveur antirusses.

#Glenn

Oui, c'est un argument qu'on entend chez beaucoup de politologues qui étudient la façon dont les idées se formulent ou se créent, et leur influence sur la politique. Et c'est un argument intéressant : après la révolution bolchevique, on voit soudain émerger cette Union soviétique, et beaucoup de gens aux États-Unis s'inquiètent : quelle est cette entité, cette puissance à laquelle nous risquons de nous retrouver confrontés ? Et vers qui se tourner pour trouver une expertise dans un domaine entièrement nouveau ? Vers les gens qui viennent de là-bas, qui ont immigré aux États-Unis. Ce sont eux, les experts sur place. Mais qui est parti ? Qui a quitté l'Union soviétique ?

Évidemment, les gens qui avaient fui, ceux qui voyaient les Soviétiques comme une menace immense. Alors, si vous allez voir vos experts, la communauté des émigrés, et que vous leur demandez : « Qui sont ces Soviétiques ? », ils vous répondent : « Ce sont les gens les plus maléfiques au monde, ils ne veulent que tout conquérir et tout détruire. » Si c'est ce qui façonne leur politique, on comprend pourquoi cela peut être un facteur déterminant. Mais je pense qu'ils ont aussi joué un rôle dans un autre domaine, dans les années quatre-vingt-dix, quand nous avons signé des accords comme la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, qui définissaient à quoi devait ressembler la nouvelle Europe après la guerre froide.

Et on a dit que l'une des raisons pour lesquelles Bill Clinton avait laissé tomber tout ça, outre la faiblesse de la Russie, c'était la forte pression exercée par les électeurs américains originaires d'

Europe de l'Est. Pour faire la transition vers l'après-guerre froide, comment expliquez-vous que l'architecture de sécurité européenne se soit construite de cette façon ? Pourquoi les États-Unis n'ont-ils pas, au fond, repensé leur approche à l'égard de la Russie après la guerre froide ? Parce que c'était une occasion formidable. La Russie n'avait jamais été aussi pro-occidentale. Elle avait même commencé à se désintéresser des anciennes républiques soviétiques, parce qu'elles étaient perçues comme un lourd fardeau qui l'empêchait de se rapprocher de l'Occident. C'est ce qu'elle voulait : être un pays normal.

#Stephen Kinzer

Un pays européen. Alors pourquoi ? Comment expliquez-vous cela ? Vous avez tout à fait raison. C'est probablement la plus grande occasion géopolitique manquée de notre vivant. La fin de la guerre froide a offert à l'Europe et au monde une occasion exceptionnelle de prendre un nouveau départ. Mais nous n'avons jamais fait ce qu'avait fait Metternich à la fin des guerres napoléoniennes : réunir toutes les parties et tenter de concevoir une architecture de sécurité acceptable pour tous. Alors pourquoi ne l'avons-nous pas fait ? Je pense que c'était l'idée de George H. W. Bush et de son secrétaire d'État, James Baker, qui a mené ces négociations avec Gorbatchev et d'autres à Berlin, à la fin de la guerre froide. Mais ils ont ensuite perdu l'élection, et Bill Clinton est arrivé au pouvoir.

Clinton n'était en fonction que depuis quelques semaines quand a eu lieu la cérémonie d'inauguration du musée de l'Holocauste des États-Unis, à Washington. Lors de cette cérémonie, Václav Havel, le dirigeant tchèque, et Lech Wałęsa, le dirigeant polonais, sont venus le voir et lui ont dit : « Nous avons besoin que vous nous fassiez entrer dans l'OTAN. Nous avons peur de la Russie. » Alors Clinton est rentré à la Maison-Blanche et a dit à ses conseillers : « Allons-y. » Ça s'est fait aussi simplement que ça. Comme on le sait, toute une série d'experts en politique étrangère sont ensuite venus dire à Clinton de ne pas le faire, le plus éminent étant George Kennan. Mais il est allé de l'avant malgré tout. Donc, s'il fallait désigner une seule personne qui a enclenché l'engrenage menant à la guerre en Ukraine, ce serait probablement Bill Clinton. Mais je ne pense pas qu'il soit forcément juste de rejeter la faute sur une seule personne. Le fait est que Clinton agissait rationnellement, selon ses propres calculs.

Il ne connaissait rien à l'Europe ni à la Russie, et ça ne l'intéressait pas. Un de ses adversaires politiques a eu cette formule célèbre : sa seule expérience en politique étrangère, c'était d'avoir pris un jour son petit déjeuner à l'International House of Pancakes. Il avait donc d'autres préoccupations, bien plus importantes à ses yeux. En mille neuf cent quatre-vingt-seize, il briguait un second mandat. Son adversaire, Bob Dole, annonçait qu'il allait faire entrer dans l'OTAN tous les pays d'Europe de l'Est, jusqu'aux frontières de la Russie. Évidemment, cette perspective enthousiasmait tous les électeurs américains d'origine polonaise, slovène et hongroise. Si Clinton avait adopté ce qu'on aurait pu considérer comme une attitude d'homme d'État, en disant : « À long terme, ce sera probablement une source de tensions en Europe. Et dans quelques années, quand je ne serai plus au pouvoir, cela pourrait provoquer une guerre en Europe. Donc, je ne pense pas vouloir m'engager dans cette voie », il aurait perdu l'élection.

Je pense que c'était son calcul. Les électeurs américains d'origine polonaise et les autres groupes d'électeurs originaires d'Europe de l'Est, dans des États clés comme la Pennsylvanie, l'Indiana et l'Illinois, étaient essentiels à sa réélection. En même temps, le lobby probablement le plus fortuné des États-Unis — celui de la défense, qui soutient l'industrie militaire — faisait des pieds et des mains pour obtenir l'élargissement de l'OTAN. Chaque pays qui rejoint l'OTAN doit acheter un arsenal entièrement neuf : de nouveaux avions, de nouveaux chars, de nouveaux tournevis, tout. C'est la plus grosse manne qu'on puisse imaginer pour les entreprises d'armement américaines. Donc, si Clinton avait pris position en disant : « Nous n'allons pas étendre l'OTAN vers l'est », il aurait perdu des voix probablement décisives pour sa réélection, ainsi que le soutien de ce lobby extrêmement puissant et doté de moyens financiers considérables.

Alors oui, on peut lui reprocher d'avoir cédé à ces pressions et d'avoir fait quelque chose qui a fini par conduire à la guerre en Ukraine. Mais peut-être qu'un autre président aurait fait la même chose, en faisant les mêmes calculs. Cela nous ramène donc à un vieux problème que beaucoup d'entre nous constatent dans les affaires internationales : le poids excessif de la politique intérieure dans la conduite des affaires du monde. Il faut donc sortir de cette logique pour faire des choses qui nous soient bénéfiques à long terme. Aux États-Unis, le long terme n'est pas une notion qui nous mène bien loin. Le long terme, ça veut seulement dire la semaine prochaine ou le mois prochain. Nous ne tirons pas les leçons de l'histoire et nous ne nous projetons pas dans l'avenir. C'est pour cela que Gore Vidal aimait suggérer de changer le nom de notre pays pour nous appeler les États-Unis d'Amnésie.

#Glenn

Je me souviens de ces gros titres dans les années quatre-vingt-dix. Vous avez parlé de « manne ». Je me souviens qu'il y avait même un article du New York Times dont le titre annonçait que l'élargissement de l'OTAN allait être une manne pour notre industrie de l'armement. Et le lobby de l'armement faisait fortement pression en ce sens. Tout cela se faisait au grand jour. Et c'est un point important si l'on veut comprendre pourquoi cette décision a été prise. Souvent, les gens ne se rendent pas compte à quel point c'était important, parce que, encore une fois, nous avions des accords. En mille neuf cent soixante-quinze, il y avait eu les accords d'Helsinki. Gorbatchev commençait à se montrer favorable à l'idée d'une intégration avec l'Occident. Il avait proposé une maison commune européenne.

Ensuite, il y a eu la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, en mille neuf cent quatre-vingt-dix, fondée sur ce principe de sécurité indivisible, une Europe sans frontières. Nous avons créé l'OSCE en mille neuf cent quatre-vingt-quatorze sur la base de ces principes. Et pourquoi a-t-on jeté tout ça aux oubliettes ? On peut envisager deux hypothèses. La première, c'est une politique de puissance cynique. Autrement dit : bon, la Russie est faible maintenant, écrasons-la. Il y a peut-être un peu de ça. La deuxième hypothèse, c'est la politique intérieure. Vous avez des électeurs originaires d'Europe de l'Est qui voudraient prendre leur revanche sur l'histoire, enfin, ce genre de choses, et puis vous

pouvez vendre des armes. Mais laisser la politique intérieure dicter la politique étrangère, ça ne relève pas d'une politique rationnelle, il me semble.

#Stephen Kinzer

Eh bien, la rationalité n'est pas le principal critère qui guide notre politique étrangère. Ça, c'est un fait. Donc, je pense que les raisons que vous venez de mentionner expliquent bien pourquoi les États-Unis n'étaient pas disposés à rechercher une nouvelle architecture de sécurité en Europe qui prenne en compte les préoccupations de toutes les parties en matière de sécurité. Cela impliquerait d' inclure la Russie. Je pense que, pour les États-Unis, une telle démarche nécessiterait un ajustement psychologique dont, jusqu'à présent, nous nous sommes montrés incapables, ou que nous avons refusé de faire. Il s'agit d'accepter un monde que nous ne dominons pas. Dès lors qu'on met en place une architecture qui tient compte des intérêts de différents pays, on fait aussi, inévitablement, des compromis. On n'obtient pas tout ce qu'on veut.

La mentalité américaine n'est pas préparée à ça. Nous n'arrivons pas à accepter l'idée d'un monde où beaucoup de choses importantes se passent sans que nous ayons notre mot à dire. Et je pense vraiment que ce sera l'un des facteurs qui détermineront si le monde de demain sera pacifique ou belliqueux. La question est la suivante : les États-Unis sont-ils prêts à accepter une évolution des rapports de force dans le monde, où notre propre puissance, du moins en termes relatifs, va forcément décliner ? Ou allons-nous réagir violemment à ce processus, alors même qu'il est inévitable, et provoquer ainsi toutes sortes de conflits à travers le monde ? La guerre en Ukraine illustre cette seconde option. C'est ce que je trouve si terrifiant dans cette guerre.

La seule raison pour laquelle nous nous battons en Ukraine, c'est notre volonté d'affaiblir la Russie. Les Américains se fichent de l'Ukraine. Ce n'est qu'un symbole. Les pauvres Ukrainiens sont des dommages collatéraux. Ils se font tout simplement écraser sur la route qui mène à une confrontation entre les États-Unis et la Russie. Et l'une des choses qui m'ont le plus stupéfié dans la période que nous traversons — et c'est un sujet dont vous avez beaucoup parlé —, c'est de voir combien de mes amis européens, pourtant cultivés et réfléchis, pensent encore que cette guerre est une excellente idée. Ils s'imaginent que la Russie, qui n'a pas réussi à conquérir quatre oblasts de l'est de l'Ukraine, sera à Varsovie ou à Berlin une semaine après la conclusion d'un compromis en Ukraine.

L'Europe s'est donc mise dans un état de frénésie qui, à certains égards, est encore plus irrationnel que ce qu'on observe aux États-Unis. On en est arrivé au point où toute participation européenne au processus de paix concernant l'Ukraine ne fera que torpiller ce processus, parce que les Européens sont farouchement opposés à ce que l'Ukraine fasse des compromis, ou même négocie avec la partie adverse. C'est la base de la diplomatie : on ne peut pas résoudre les conflits en négociant uniquement avec ses amis. Avec eux, on est déjà d'accord. On aurait dû être au téléphone avec la Russie tous les jours depuis le début de ce conflit.

Mais si nous ne l'avons pas fait, c'est parce que nous voulons donner une leçon à la Russie. L'idée, c' est de maintenir l'Amérique au sommet. Je pense qu'on voit quelque chose de semblable au Moyen-Orient en ce moment. Nous voulons faire claquer le fouet et montrer que nous pouvons obtenir ce que nous voulons. Mais comme l'invasion de l'Irak nous l'a appris, les pays gagnent effectivement en puissance stratégique lorsqu'ils montrent ce qu'ils sont capables d'accomplir dans le monde, mais l' inverse est également vrai. Si vous vous fixez un objectif ambitieux et que vous échouez, vous perdez en puissance stratégique. Et la perte de puissance stratégique des États-Unis a commencé avec nos échecs en Irak. Je pense que cela se reproduit en Ukraine.

#Glenn

Comment voyez-vous l'implication des États-Unis dans le soulèvement de Maïdan, en deux mille treize et deux mille quatorze ? Parce que, jusque-là du moins, les Américains comme les Européens avaient fait preuve de beaucoup de prudence. Vous savez, entre les années mille neuf cent quatre-vingt-dix et deux mille quatorze, de nombreux dirigeants européens ne cessaient de rappeler une chose : au fond, soyons honnêtes, seuls vingt pour cent environ des Ukrainiens souhaitent réellement rejoindre l'OTAN. Alors, jusqu'où allons-nous vraiment pousser dans ce sens ? Et, vous savez, Angela Merkel a dit un jour que si nous acceptions l'Ukraine… enfin, si nous lui offrions la perspective d'une adhésion, c'est-à-dire le Plan d'action pour l'adhésion, Moscou l'interpréterait comme une déclaration de guerre.

Donc, ils savaient plus ou moins que c'était la chose la plus provocatrice que nous pouvions faire. Même William Burns, comme vous le savez d'après le mémo, disait : « Bon, comme c'est tellement impopulaire, il va y avoir une révolte dans l'est de l'Ukraine. Il va y avoir une guerre civile. Et ensuite, les Russes se résoudront à recourir à la force militaire. » Mais après deux mille treize, deux mille quatorze, tout a changé. Alors, comment les États-Unis se sont-ils impliqués dans le soulèvement de Maïdan ? Parce qu'on a tendance à le présenter simplement comme une révolution démocratique contre un gouvernement corrompu, qui, je le reconnais, était très corrompu. Mais, vous savez, nos objectifs ne sont pas altruistes par nature, donc…

#Stephen Kinzer

Je pense, pour revenir sur ce que vous disiez au début, que les Américains n'ont absolument pas reculé par crainte d'une réaction de la Russie. En fait, je pense qu'ils se sont dit que c'était un excellent projet, parce que ça marchait dans les deux cas. Dans les deux cas, c'était une victoire. Si nous étendons l'OTAN jusqu'à la frontière russe et que la Russie ne fait rien, nous faisons considérablement avancer notre projet d'encercler la Russie et d'en faire notre prochaine cible. Si la Russie réagit et refuse de l'accepter, elle sera l'envahisseur, et nous pourrons la présenter comme telle au monde entier. Donc, l'idée qu'une intervention américaine en Ukraine puisse provoquer une forme de réaction violente de la Russie n'était en aucun cas un facteur négatif.

En fait, je pense que beaucoup de gens à Washington y voyaient une raison de plus de le faire. Ce serait formidable. Ils nous combattraient, et alors, comme George Kennan l'avait prédit il y a des années, nous dirions que ce sont eux les agresseurs et qu'ils sont toujours comme ça. Ce qui, bien sûr, est faux. Vous m'avez donc interrogé sur le soulèvement de Maïdan, qui a finalement abouti en deux mille quatorze. C'était incontestablement un tournant majeur, je dirais, non seulement dans l' histoire de l'Ukraine, mais même dans l'histoire de l'Europe et du monde. L'Ukraine est donc devenue indépendante en mille neuf cent quatre-vingt-onze. Pendant la dizaine d'années qui a suivi, le projet américain consistait à changer le régime en place, parce que ce régime était plus ou moins partisan de la neutralité, selon le président au pouvoir à ce moment-là.

Ils avaient accepté le point de vue d'Henry Kissinger, selon lequel l'Ukraine devait être un pont entre l'Est et l'Ouest, plutôt qu'un territoire que les deux camps se disputeraient. Les Américains voulaient donc qu'un nouveau gouvernement soit mis en place en Ukraine avant de pouvoir lancer leur grand projet : pousser l'Ukraine à entrer en conflit ouvert avec la Russie. Il leur fallait un gouvernement ukrainien qui serait leur partenaire. Et c'est ce qui a conduit au soulèvement de deux mille treize à deux mille quatorze. Pendant toutes ces années, entre l'indépendance en mille neuf cent quatre-vingt-onze et le moment où le mouvement de contestation de Maïdan a commencé à émerger, les États-Unis ont dépensé des millions et des millions de dollars par l'intermédiaire de ces organisations non gouvernementales pour susciter des soutiens et, dans bien des cas, créer des organisations qui feraient la promotion du projet américain en Ukraine, en particulier de l'idée que l'Ukraine devait rejoindre l'OTAN et affronter la Russie.

Et c'est aussi un aspect vraiment central de mon livre, Boiling Point, parce que cela montre à quel point l'intervention en Ukraine était différente des autres interventions sur lesquelles j'ai écrit. Vous savez, j'ai écrit un livre sur la façon dont les États-Unis ont renversé Mossadegh en Iran, en mille neuf cent cinquante-trois. J'ai écrit un livre sur le renversement d'Arbenz au Guatemala, en mille neuf cent cinquante-quatre. La CIA suivait un mode opératoire bien précis. Elle ne procède plus comme ça. En Ukraine, c'était complètement différent. Et le tournant s'est produit au début des années mille neuf cent quatre-vingt. Après les scandales des années soixante-dix, qui avaient tellement terni l'image de la CIA, des visionnaires au sein de l'administration Reagan, avec certains de leurs amis au Congrès, ont eu cette idée : puisque c'était si embarrassant de voir des opérations clandestines révélées au grand jour, et puisqu'on était désormais à l'ère du journalisme d' investigation, des fuites et de la déclassification des documents, autant tout faire ouvertement.

Ça ne devrait pas être la CIA. Il faut créer des organisations, dont la National Endowment for Democracy est l'exemple par excellence, pour y faire transiter l'argent des contribuables américains, puis le distribuer dans les pays où nous voulions façonner l'opinion publique. L'Ukraine est devenue la première destination de ces fonds en Europe. Et il n'y avait pas que le gouvernement des États-Unis, par l'intermédiaire de l'Agence des États-Unis pour le développement international et de la National Endowment for Democracy, mais aussi des organisations privées comme Freedom House et l'Open Society Foundation, ainsi qu'un certain nombre de leurs homologues en Europe.

Une campagne concertée a donc été lancée, et elle a duré des années, pour tenter de changer la façon de penser des Ukrainiens, ou du moins pour mettre en avant et financer ceux qui étaient prêts à se rallier au projet proaméricain. Puis, en Occident, nous nous y sommes soudain intéressés quand le soulèvement a commencé sur le Maïdan. Eh bien, les groupes qui avaient préparé et organisé cette manifestation, et qui ont pu soutenir des dizaines de milliers de manifestants pendant de longs mois, étaient tous financés par les États-Unis. Cela ne veut pas dire qu'ils n'avaient aucune revendication légitime. Mais nous avons vu surgir la figure de Victoria Nuland, une de ces diplomates américaines ayant une expérience de l'Europe de l'Est, qui se promenait au milieu de la foule et encourageait les gens à se révolter contre leur gouvernement élu.

Alors imaginez un diplomate russe, par exemple, qui débarque à une manifestation contre l'ICE ou contre la politique étrangère américaine et qui dit aux gens : « Allez-y, manifestez. En Russie, on adore ça. » Il serait conspué et arrêté. L'ingérence était donc tout à fait flagrante, et c'est ce qui a marqué le grand tournant pour les Américains. Elle a bel et bien entraîné le renversement du gouvernement neutraliste et l'arrivée d'un nouveau gouvernement disposé à faire ce que lui dictaient les États-Unis. Comme vous vous en souvenez sans doute, dans le fameux appel téléphonique piraté, Victoria Nuland a elle-même choisi celui qui allait devenir le prochain président de l'Ukraine.

Donc, une fois cela fait, un gouvernement ami était en place. Le projet est alors passé à une autre phase : déverser des quantités massives d'armes en Ukraine et brandir sans cesse la menace que ces armes soient utilisées contre la Russie. C'est à ce moment-là qu'on a commencé à entendre un autre discours, un autre refrain venu de Washington, qui me rendait presque aussi fou que le mot « non provoquée ». Ce discours, c'était qu'il fallait permettre à l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN, parce que chaque pays a le droit de choisir ses propres partenaires en matière de sécurité. Dit comme ça, ça paraît parfaitement logique. Chaque pays devrait pouvoir rejoindre n'importe quelle alliance, où que ce soit. Mais dans le monde réel, ça ne se passe jamais comme ça. Comment réagirions-nous si le Mexique annonçait : « Nous avons décidé d'ouvrir une base militaire chinoise à Veracruz » ?

C'est à mille trois cents kilomètres du Texas. Est-ce que les États-Unis diraient : « Bon, ça ne nous plaît pas, mais le Mexique est un pays souverain, et chaque pays a le droit de choisir ses propres partenaires en matière de sécurité » ? Bien sûr que non. Nous n'accepterions jamais ça. Nous n'allons pas accepter un avant-poste armé d'un ennemi potentiel juste à côté de notre pays, quels que soient les droits de chaque État. Pourtant, nous attendons de la Russie qu'elle accepte quelque chose que nous-mêmes n'accepterions jamais. C'était donc l'objectif de ce deuxième projet, lancé en deux mille quatorze et poursuivi pendant ces huit années, jusqu'au début de la guerre. C'est durant cette période, je pense, comme Poutine l'a compris tardivement, que les États-Unis préparaient l'Ukraine au conflit que nous vivons aujourd'hui.

#Glenn

Mais vous avez dit que si la Russie réagissait, ce serait vraiment une excellente chose. Ça me rappelle un peu ce qui a été révélé dans ce câble diplomatique de WikiLeaks en provenance de Syrie,

parce qu'ils y ont fait la même chose pour détruire le pays. Autrement dit : inondons l'opposition d' armes et, au lieu de le cacher au gouvernement, faisons-le savoir. Parce que si le gouvernement syrien réagit de manière excessive contre ces rebelles que nous armons, alors, au fond, il s'attaque à sa propre population. On pourrait ainsi envenimer encore la situation et créer davantage de tensions. J'ai donc trouvé ça intéressant. Juste une petite remarque sur ce que vous avez dit, à savoir que les États-Unis ne l'accepteraient jamais. Si on remonte aux accords d'Helsinki, puis qu'on passe à la Charte de Paris pour une nouvelle Europe, on y trouve toujours deux conceptions contradictoires.

Le premier point, c'était que la sécurité européenne doit reposer sur une sécurité indivisible, ce qui veut dire qu'on n'élargit pas un bloc militaire. Vous savez, la Russie n'installe pas ses missiles au Mexique, et les États-Unis n'installent pas leurs bases militaires et la CIA en Ukraine. C'est tout simplement du bon sens. Mais le deuxième volet, c'était que, oui, les pays ont le droit de choisir leurs propres accords de sécurité extérieure. Mais que se passe-t-il si leur choix compromet cette sécurité indivisible ? Alors, évidemment, on a un peu fait abstraction de la sécurité indivisible, parce qu'elle impose certaines responsabilités aux grandes puissances. Quand les États-Unis ont dit : « Oh, la porte de l'OTAN est ouverte », ils ont fait abstraction de la sécurité indivisible, puis ils ont reproché aux Russes de ne pas laisser l'Ukraine choisir, alors même que ce choix avait été fait à sa place, j'imagine.

#Stephen Kinzer

Eh bien, ce que vous suggérez, c'est que les États-Unis devraient respecter les mêmes règles que celles qu'ils exigent des autres pays. Mais en réalité, ce n'est pas comme ça que nous voyons le monde. Pour nous, le monde est un endroit où nous fixons les règles et où les autres doivent les respecter, mais pas nous. Et la raison, c'est que les autres pays sont tellement égoïstes, tellement avides, tellement agressifs, alors que nous, nous sommes au-dessus de tout ça. Souvenez-vous de la célèbre phrase de Madeleine Albright : « Nous sommes le pays indispensable. Nous nous tenons plus haut et nous voyons plus loin. » Quand on croit ça, ce serait vraiment stupide d'écouter ce que veut n'importe quel autre pays. Donc, dans notre esprit, on ne peut pas mettre la Russie et les États-Unis sur le même plan. La Russie devrait pouvoir accepter des choses que les États-Unis n'accepteraient jamais.

Et c'est ce que je veux dire quand je parle de la barrière psychologique que les Américains doivent franchir avant que nous puissions vivre dans ce nouveau monde pacifique dont nous rêvons. Vous parlez donc d'indivisibilité de la sécurité. L'autre notion qu'on apprend dès les premiers cours de diplomatie, c'est le dilemme de sécurité : des pays prennent des mesures pour se défendre, mais ces mesures paraissent alors hostiles à d'autres pays. Dans ce cas précis, comme je l'ai dit tout à l'heure, je ne pense pas qu'il s'agissait d'un oubli ou d'une erreur de calcul. Je pense qu'ils y voyaient un scénario gagnant dans tous les cas : déversons des armes en Ukraine, en espérant soit une guerre, soit une capitulation de la Russie. Et si des dizaines de milliers d'Ukrainiens doivent mourir, peu importe. On a même entendu des sénateurs américains dire ouvertement : « C'est l'argent le mieux dépensé de toute notre histoire. Nous tuons des Russes, et aucun Américain ne meurt. »

C’est vraiment glaçant de voir avec quelle facilité les Américains adoptent des politiques qui condamnent les populations d’autres pays à des destins que nous n’accepterions jamais pour notre propre pays. Alors, en un sens, ce que j’essaie de faire, c’est d’ouvrir les yeux des gens sur les faits historiques. Mon livre n’est pas un réquisitoire. Vous pouvez toujours penser ce que vous voulez du caractère juste ou non de la guerre en Ukraine. Cela ne vous conduit pas inévitablement à conclure que cette guerre était entièrement injustifiée. Je veux simplement que tous ceux qui ont une opinion sur cette guerre connaissent cette histoire. Une fois que vous la connaissez, vous pouvez vous faire l’ avis que vous voulez. Cela ne vous pousse pas forcément dans un sens ou dans l’autre. Mais la plupart des gens dans le monde n’ont aucune idée de ce qui se cache derrière la guerre en Ukraine. Et je terminerai par cette petite histoire.

J’ai en tête une sorte de devise qui définit mon approche du journalisme et de mes recherches sur le monde. C’est une réplique tirée d’un vieux film, une comédie loufoque intitulée Arsenic and Old Lace, avec Cary Grant. Le principe du film, c’est que Cary Grant rend visite à ses vieilles tantes et découvre peu à peu qu’elles empoisonnent les pensionnaires âgés de leur maison d’hôtes. À un moment, dans une scène, l’une des tantes dit : « Ce monsieur est mort parce qu’il a bu du vin qui contenait du poison. » Et là, Cary Grant écarquille les yeux et demande : « Mais comment le poison s’est-il retrouvé dans le vin ? » C’est à cette question que j’ai consacré toute ma carrière à essayer de répondre. Et dans le cas qui nous occupe, je constate que le vin de la paix en Europe a été empoisonné. Comment le poison s’est-il retrouvé dans le vin ? C’est la question à laquelle mon livre cherche à répondre.

#Glenn

Eh bien, merci d’avoir présenté votre livre. Je recommande vraiment à tout le monde de l’acheter et de le lire, parce qu’il ne s’agit pas seulement d’une guerre majeure qui redéfinit l’ordre mondial et qui pourrait tous nous anéantir. Il y a aussi, comme je le disais au début, le contrôle extrêmement étroit du récit. Toutes nos politiques reposent sur cette idée : en gros, la diplomatie, c’est mal, et les armes, c’est bien. Et cette idée repose elle-même sur le postulat que vous avez évoqué : cette guerre n’aurait pas été provoquée.

C’est pour ça que je pense qu’il est important que des gens comme vous, vous savez, fassent ces recherches, écrivent ces livres et disent, au fond, que reconnaître notre part de responsabilité dans le déclenchement de cette guerre est une bonne chose. Au moins, ça ouvre la voie à la diplomatie et à la négociation. Tout à coup, les armes ne sont plus un chemin vers la paix et, vous savez, le carnage en Ukraine peut prendre fin. Malheureusement, les élites politiques et médiatiques actuelles ne sont pas très réceptives à ces messages. Alors je vous suis vraiment reconnaissant pour le travail que vous y consacrez, tout en mesurant certaines des épreuves que vous devrez sans doute endurer pour avoir défendu cette idée.

#Stephen Kinzer

Eh bien, dans ce cas, nous serons assurément camarades, et ça fait plaisir d’être dans les tranchées à tes côtés, Glenn.